

55 p. 100 au fédéral et 45 p. 100 au provincial; ainsi que l'amendement à l'entente avec Terre-Neuve, de 3.2 millions. Les discussions sont en cours avec toutes les autres provinces, et je puis assurer mon collègue et ami que les montants d'argent nécessaires pour le renouvellement de ces ententes seront à 55 p. 100 ou environ par le fédéral, et cela sera ajouté aux estimés.

J'aimerais, avec votre permission, monsieur le Président, lire ce que le ministre nous a annoncé: Les années 1990 présenteront de nombreux défis pour le secteur forestier, et le nouveau ministère aura à aider à la réconciliation des valeurs récréatives, environnementales et sociales de nos forêts. L'industrie forestière qui représente le premier secteur d'exportation en importance, doit continuer à assurer un approvisionnement en fibres, tout en respectant les valeurs non ligneuses de la forêt. Le ministère va répondre aux inquiétudes du public canadien à cet égard. Et je crois qu'avec les membres du Comité des forêts, qui sont tous, quel que soit le parti, intéressés au développement de ce ministère, nous saurons appuyer fortement le ministre.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Je n'ai pas entendu de question, mais peut-être le député aimerait-il répliquer, car il lui reste une minute.

[Français]

M. Bélair: Tout d'abord, je remercie mon collègue d'en face pour sa question. Le ministère des Forêts, oui finalement, est venu au monde après six ans de promesses. Maintenant il est là, et puis c'est rendu des peut-être et des à-peu-près. Moi, je considère que lorsqu'il y a 12 p. 100 des forêts qui ont été déboisés, qui ne sont pas reboisés, et lorsque je considère que de plus en plus il y a des confrontations entre l'industrie et les environnementalistes, je considère que le gouvernement fédéral devrait investir un peu plus de ses efforts afin que ces parties puissent se réunir et puissent se parler.

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part cet après-midi à ce débat sur le Budget et je vous avoue qu'après une semaine passée dans nos circonscriptions, tout le monde a eu une semaine de relâche parlementaire, mais je crois

Le budget

que tous nous avons travaillé dans nos circonscription et avons rencontré des commettants et commettantes.

Donc, monsieur le Président, cet après-midi j'aimerais faire un discours en réflexion de ce que mes commettants m'ont dit en me rencontrant, et je dois vous avouer qu'ils ont plusieurs préoccupations. Bien sûr, il y a ceux qui sont touchés directement par ce Budget, qui sont préoccupés par les coupures et tous ceux qui ne sont pas touchés mais qui craignent de l'être bientôt par ce ministre des Finances. En général, nous avons un problème, c'est-à-dire le déficit de la dette nationale. Voilà, j'ai décidé de l'aborder sans partisanerie et peut-être donner quelques suggestions et quelques recommandations au ministre des Finances et au gouvernement.

Monsieur le Président, si nous regardons, au cours de la dernière décennie, des économistes, des gens d'affaires, des syndicats et des politiciens, comme nous autres tous ici que nous sommes, ont eu deux points en commun concernant le déficit de la dette nationale. Le premier est que leurs prévisions ne sont jamais réalisées d'année en année, et le deuxième est que le déficit et la dette nationale sont trop élevés. Je pense que nous avons eu la preuve de ce gouvernement conservateur qui supposément aurait dû régler. . . Il s'est présenté à la population pour régler tous les problèmes économiques en précisant que nous sommes encore avec ces problèmes-là. Il n'a pas changé grand-chose et on a vu dans ce Budget-ci les coupures qu'il a proposées, c'est justement pour arriver à la prévision du déficit qu'il avait faite l'année auparavant.

On peut dire aussi que les solutions proposées à ces épineux problèmes financiers, comme je le disais, par des économistes, des gens d'affaires, des syndicats, des politiciens, sont aussi nombreuses que les différents organismes et les personnes qui les proposent. Donc, je me pose une question, et c'est la première: est-ce qu'un gouvernement est élu pour faire des surplus ou pour servir la population et la nation, le peuple qui l'a élu? Et je pense que nous devons répondre à cette question. Nous sommes élus pour donner des services aux citoyens. Il faut de l'argent pour donner des services, mais si on avait l'argent et on n'avait pas de citoyens, ça sert à quoi l'argent. Donc il faut trouver dans tout cela un certain équilibre. Et pour réussir, nous, les Canadiens à trouver un équilibre, nous avons besoin, bien sûr, du capital fiscal mais aussi du capital humain.

Regardons un peu notre pays. Le Canada est un pays qui s'étend de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique et vers le Nord dans l'océan Arctique. Nous avons des distances énormes. Le Canada est un pays froid, comme